

## ANALYSE TECHNIQUE DE LA REVISION DU PLU DE CHARAVINES

### 1. Les orientations du SCoT

---

Le SCoT est un document de planification qui permet à la fois de répondre localement aux objectifs fixés par la loi et pour les élus de se doter d'un projet commun, favorisant la cohérence des politiques publiques territoriales. Face aux ambitions données aux communes par les lois Grenelle, il a été conçu comme un outil leur permettant de franchir le cap : il précise des principes, il localise des enjeux, il donne des ordres de grandeur, il chiffre des objectifs.

Les grandes orientations du SCoT de la grande région de Grenoble ont ainsi pour intention de rétablir des fonctionnements plus favorables à un développement autonome et solidaire des territoires. Les élus des secteurs du SCoT se sont donc engagés :

➤ *à l'échelle de la région grenobloise :*

1. **Pour améliorer les équilibres sociaux, démographiques et économiques** : en mettant en perspective l'accueil de population et d'actifs avec l'emploi, l'offre d'équipements et de services, au sein des territoires.

Chaque secteur doit pouvoir se développer à son propre rythme, de manière équilibrée, c'est-à-dire sans peser sur les capacités de ses voisins à se développer eux-mêmes de manière équilibrée – qu'ils soient à l'extérieur ou à l'intérieur du périmètre de la grande région de Grenoble. Chaque secteur doit donc pouvoir disposer de tous les équipements, services, emplois, commerces « ordinaires », nécessaires à la vie quotidienne de ses habitants.

La perspective est notamment de mieux coordonner l'offre d'emploi et la croissance démographique, en dimensionnant l'offre de logement en fonction de la capacité des communes (emplois, services, commerces, équipements, ...). Cela devra se traduire par une offre de logements plus importante dans l'agglomération et dans les principaux pôles urbains des secteurs, en adéquation avec les besoins, et par le renforcement de l'emploi et des services dans les autres secteurs.

2. **Pour mettre en valeur les milieux naturels, les terres agricoles et les ressources paysagères locales**, en assurant leur accès tout en maintenant leur qualité économique et/ou patrimoniale sur le long terme. La montagne et les espaces ruraux sont plus particulièrement concernés, en raison de leur atout pour l'économie touristique mais aussi de leur fragilité face aux grandes mutations en cours (changement climatique, évolution des modes de vie, crise énergétique à venir).

➤ *à l'échelle des territoires (Voironnais, Grésivaudan, Agglo. grenobloise, etc.) et des communes :*

3. **Pour organiser le développement à partir des pôles existants, en respectant leur poids relatif dans le territoire** : en renforçant leur attrait (*cadre de vie*), en développant leurs capacités d'accueil (*logements, commerces, services...*) et en maîtrisant les prix (*mixité sociale*) afin de limiter le départ des familles, commerces et services en périphéries et de favoriser les pratiques de proximité pour réduire les déplacements. En réponse à la périurbanisation des décennies précédentes, cela implique une répartition différente de l'offre d'habitat entre les pôles urbains et

ruraux, afin que ces derniers restent des territoires d'avenir attractifs, offrant toutes les conditions d'une ruralité contemporaine, dynamique et équilibrée.

**Cette hiérarchie des pôles est un outil de travail pour une mise en cohérence des politiques publiques et un développement équilibré des territoires en matière d'habitat, d'emplois, d'équipements, de services et de commerces.** Elle ne constitue donc pas une vision figée du territoire à long terme. Des opportunités d'implantations économiques ou des choix locaux concertés peuvent conduire à des évolutions de cette hiérarchie, en particulier dans le cadre de stratégies communautaires de coordination, comme le PLUi. La stratégie prioritaire du territoire concerne le développement durable (*l'équilibre, la proximité, la qualité, l'économie d'espaces, l'équité sociale et territoriale...*) ; elle n'est donc pas contradictoire avec des évolutions locales de cette hiérarchie.

4. **Pour limiter l'étalement urbain** et préserver durablement les espaces agricoles et naturels, en contenant l'étalement de la ville (*inscription de limites pérennes à l'urbanisation...*) ainsi qu'en privilégiant des formes urbaines moins consommatrices d'espace et d'énergie (*habitat jumelé, en bande, groupé, intermédiaire, collectif...*).
5. **Pour réduire les obligations de déplacement** : en favorisant les fonctionnements de proximité à travers une meilleure articulation entre urbanisme et déplacements, en localisant toutes les activités économiques et commerciales compatibles avec la ville au sein des quartiers habités.

## **2. Le SCoT, le Pays Voironnais et la commune de Charavines**

---

**Le Pays Voironnais est le seul secteur défini par le SCoT comme pôle d'équilibre par rapport à l'agglomération grenobloise.** Il dispose d'un développement et d'une organisation territoriale spécifiques au sein de la région grenobloise. Son identité repose sur un certain nombre d'équilibres :

- équilibre entre les espaces bâtis et les espaces non bâtis ;
- équilibre de fonctionnement appuyé sur sa ville-centre (Voiron) et sur un réseau de petites villes structurant le territoire ;
- équilibre social avec une population diversifiée.

Afin de traduire le projet politique porté par les élus et de décliner plus précisément sur le territoire les orientations du SCoT élaborées à l'échelle de la région grenobloise, a été approuvé en 2015 un schéma de secteur par le Pays Voironnais.

**Charavines est identifiée au SCoT comme pôle d'appui et pôle touristique.**

Les pôles d'appui sont :

1. Soit des petites villes ou des bourgs suffisamment peuplés et/ou suffisamment éloignés d'une « ville-centre » ou d'un « pôle principal » pour disposer d'une offre de commerces et de services relativement diversifiée, permettant une certaine autonomie de fonctionnement pour les besoins quotidiens ou hebdomadaires de la population du pôle et des communes limitrophes ;
2. Soit des communes incluses dans le pôle aggloméré d'une ville-centre ou d'un pôle principal, qui viennent compléter son offre résidentielle ou son rayonnement.

Pour la première catégorie de communes, dont relève Charavines, il est demandé aux documents d'urbanisme locaux, ainsi qu'aux politiques et projets d'aménagement de veiller à :

- créer les conditions permettant de maintenir, conforter, développer et diversifier l'offre de commerces, de services et d'équipements à la hauteur des besoins actuels et futurs de leur population et de celle de leur bassin de vie ;
- diversifier leur offre d'habitat pour favoriser une plus grande proximité entre habitat, emplois, commerces, services et équipements.

Les pôles touristiques sont des communes où la fréquentation et/ou les capacités d'hébergement touristiques existantes ou prévues induisent un niveau d'offre commerciale et d'équipement supérieur à celui qui serait lié à la desserte de la seule population résidente. Pour les pôles touristiques, les documents d'urbanisme locaux et les politiques et projets d'aménagement veilleront à :

- prendre en compte les orientations relatives à leur positionnement comme « ville-centre », « pôle principal », « pôle d'appui », « pôle secondaire » ou « pôle local » ;
- créer les conditions permettant de conforter ou développer leur attractivité touristique (capacités d'hébergement, lieux d'intérêt, manifestations...) ;
- créer les conditions permettant d'accueillir les commerces, services, équipements, aménagements et installations nécessaires aux touristes et à la population.

Ces enjeux se traduisent en premier lieu par un objectif de production de logements neufs, auquel la commune doit articuler une enveloppe urbaine constructible :

Secteur	Armature territoriale	Objectifs moyens de construction par an pour 1000 habitants		Objectifs formes d'habitat à l'échelle du secteur
Vaironnais	Ville-centre	6,5 logements	Au moins	40 % en habitat individuel « isolé » et 60 % vers les autres formes d'habitat.
	Pôles principaux	5,5 logements	Au moins	
	Pôles d'appui, secondaires et locaux	5,5 logements	Au plus	

En compatibilité avec le SCoT, cet objectif de construction de logements peut, pour une période de 6 ans, être précisé par le Programme local de l'habitat du Vaironnais (en cours de procédure, le document a été arrêté par le Conseil communautaire le 29 avril 2025).

### 3. La compatibilité des orientations du PLU avec les orientations et objectifs du SCoT

Conformément au principe de la hiérarchie des normes juridiques, les choix opérés par le PLU doivent être compatibles avec les orientations et objectifs du SCoT, **c'est-à-dire qu'ils ne doivent pas leur être contradictoires.**

Dans ses grandes orientations, les choix opérés par la commune convergent avec les orientations et objectifs donnés par le SCoT (Cf. PADD du PLU) :

- « Préserver l'environnement naturel local, à la fois comme source de biodiversité, comme facteur de lutte et de résilience face au dérèglement climatique et comme cadre de vie et d'activité de qualité pour les habitants et les visiteurs de Charavines » (Orientation 1) ;
- « Conforter Charavines dans son rôle de bourg inscrit dans une pluralité de territoires de rayonnement : bourg centre à l'échelle du tour du lac et des autres communes voisines, pôle d'appui à l'échelle du Pays Vaironnais et pôle touristique » (Orientation 2) ;
- « Poursuivre un développement démographique équilibré et modéré, reposant essentiellement sur un renouvellement du tissu urbain garant de la vitalité du territoire communal, tant économique que sociale et culturelle » (Orientation 3).

Les grands enjeux couverts par le projet de la commune rejoignent largement les orientations du SCoT :

- « *Préserver et valoriser durablement les ressources naturelles, la trame verte et bleue, les conditions de développement de l'activité agricole et sylvicole* » ;
- « *Améliorer les qualités du cadre de vie, en intégrant les exigences environnementales, paysagères, de sécurité et de santé dans l'aménagement du territoire* » ;
- « *Conforter l'attractivité métropolitaine dans le respect des enjeux du développement durable* » ;
- « *Équilibrer et polariser le développement des territoires pour lutter contre la périurbanisation et l'éloignement des fonctions urbaines* » ;
- « *Intensifier l'aménagement des espaces et renforcer la mixité des fonctions pour lutter contre l'étalement urbain et la consommation d'espace* ».

#### **A. Etablir un objectif de construction de logements articulé aux objectifs de structuration territoriale**

Afin de permettre à la commune de tendre vers une croissance moyenne proche de celle de la Grande région de Grenoble (taux de croissance annuel entre 0,6 % et 0,7 % en 2012) et ainsi de jouer son rôle dans le rééquilibrage des territoires, le SCoT établit des **objectifs permettant de décliner une programmation de logements neufs** à construire.

Le rapport de présentation du PLU en projet indique une population communale de 1 982 habitants en 2021, ce chiffre apparaissant en constante augmentation depuis 1975 (taux de croissance annuel moyen de + 0,6 % sur 2015-2021). Sur la base de cette donnée démographique et au regard de la fonction attendue de Charavines en tant que pôle d'appui dans l'armature territoriale, le SCoT établit pour la commune – sur la base d'une règle fixant 5,5 logements/an/1000 habitants – un objectif maximum d'environ 132 logements neufs pour une période de 12 ans (soit environ 11 logements/an). Il est à noter que d'éventuelles productions de logements neufs liés à l'activité touristique ne viennent pas impacter ce décompte.

Le rapport de présentation du projet de PLU fait mention d'un objectif de production de 136 logements sur la durée d'application du PLU (justification des choix retenus, p. 24), soit 11,3 logements annuels. Cette cible se conçoit au regard d'une étude des gisements indiquant un potentiel maximal de 194 logements (dont 32 unités en renouvellement urbain et 3 unités en changement de destination) et un coefficient d'ensemble de rétention foncière de 30%, celui-ci se ventilant de la manière suivante : 10% sur certaines configurations de dents creuses, 50% en densification et 60% en renouvellement urbain. L'objectif de construction de logements retenu par la commune est compatible avec les dispositions du SCoT.

#### **B. Dimensionner une offre de logements diversifiée et abordable**

Dans une optique de diversification et de compacité des formes bâties, il est attendu que la production nouvelle sur le Voironnais réduise la part du logement individuel, en l'amenant vers un maximum de 40% (DOO, p. 379-380). Cet objectif est à considérer comme une moyenne à l'échelle du secteur voironnais.

Il est projeté, à travers l'étude de densification, une production de logements neufs se concevant entre 46% (avant application des coefficients de rétention) et 49% en individuel isolé (après prise en compte des coefficients de rétention). A noter notamment la production attendue de 18 à 22 logements de type intermédiaire ou collectif sur l'OAP n°2 « Route de la Fure (Ouest) ». Cette proportion, en deçà des objectifs établis par le SCoT à l'échelle du Voironnais, tient compte du tissu urbanisé de la

commune, en particulier des potentiels de production d'habitat individuel isolé recensés en densification de parcelles bâties, notamment au sein de tissus pavillonnaires. Elle constitue une poursuite de la tendance, observée depuis 2008, à la progressive réduction de la part de maisons sur la commune.

Par ailleurs et afin que chaque territoire participe à accroître et diversifier l'offre en logements abordables, en particulier locatifs sociaux, il est établi au DOO du SCoT un objectif de progression du taux de logements sociaux par territoire. Celui-ci s'élève à +0,7 point sur 6 ans pour le secteur du Voironnais.

Il est fait part dans le rapport de présentation de 77 logements sociaux sur la commune en 2021, soit 9% du parc des résidences principales en 2021, avec une progression de 2,4 points de ce chiffre depuis 2010 (diagnostic, p. 60). Le PLU en projet prévoit la production de 5 à 6 logements sociaux sur l'OAP n°2 « Route de La Fure (Ouest) », étant par ailleurs intégrés dans le décompte la production de 18 logements à sortir dans l'opération de renouvellement urbain en centre-bourg à l'angle de la rue principale et de la rue du clocher, puis la production de 9 logements dans l'opération communale du centre-bourg, au nord de l'ancienne école. Il est ainsi indiqué un chiffre de 32 à 33 logements sociaux devant être livrés à compter de 2025 (diagnostic, p. 60). La production de logement locatif social prévu à compter de 2025 et pour les 12 années d'application du PLU contribue de ce fait à l'objectif d'accroissement de l'offre en logement social fixé pour le secteur Voironnais.

### **C. Dimensionner les espaces urbains mixtes non bâtis au regard des objectifs de production de logements et réduire la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers**

Le SCoT prévoit un dimensionnement du **potentiel foncier urbanisable** qu'il est possible d'inscrire au sein du PLU en « espace urbain mixte » (c'est-à-dire en dehors des zones spécialisées ou agricoles et naturelles) à partir de l'objectif de production de logements établi pour la commune (132 logements au maximum sur 12 ans), de l'objectif de diversification des formes d'habitats (40 % en habitat individuel « isolé » et 60 % vers les autres formes d'habitat) et de l'objectif de densité des différentes formes d'habitat (700 m<sup>2</sup> pour l'habitat individuel et 350 m<sup>2</sup> en moyenne pour tout autre forme d'habitat). Au titre du SCoT, **le potentiel foncier mis à disposition par le PLU devrait ainsi se limiter à 9,7 ha** selon le calcul théorique suivant :

132 logements, répartis entre 40 % maximum d'habitat individuel isolé (53 logements) et 60 % minimum en habitat intermédiaire, groupé ou collectif (79 logements) afin de répondre aux objectifs de diversification urbaine :  $S = [(53 \times 700\text{m}^2) + (79 \times 350\text{m}^2)] = 64\,750\text{ m}^2$

Cette surface se voit majorée de 50 % pour répondre aux besoins des autres activités urbaines (services, commerces, équipements, activités économiques compatibles, etc.) et d'une certaine fluidité du marché (rétention foncière). Soit une enveloppe totale de 9,7 ha.

Le PLU en projet affiche un potentiel foncier urbanisable de 4,37 ha (justification des choix retenus, p. 24) bien inférieur à l'enveloppe maximale établie par le SCoT.

Toutefois, depuis l'approbation du SCoT en 2012, la réglementation nationale en matière de consommation foncière et de planification urbaine a fortement évolué (principalement avec les lois ALUR de 2014, puis Climat & Résilience de 2021). Les PLU doivent de ce fait intégrer plusieurs modes de calculs pour calibrer l'enveloppe urbaine du projet et justifier les choix de la collectivité. Conformément à la loi Climat et Résilience et à la hiérarchie des normes en vigueur (le SRADDET n'ayant pas été modifié en ce sens), les élus du SCoT de la Greg ont engagé une modification simplifiée du document (date d'approbation prévue pour décembre 2025) afin de territorialiser un objectif de **réduction de – 50 % de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF)** pour la période 2021-2030 par rapport à la décennie précédente. Cette modification simplifiée a pour but de sécuriser les documents d'urbanisme en rendant possible les ouvertures à l'urbanisation. La trajectoire vers le Zéro Artificialisation Nette (ZAN) à horizon 2050 sera ensuite définie dans le cadre de la révision du SCoT. Ce sera

ensuite aux documents d'urbanisme locaux d'intégrer, d'ici le 22 février 2027, un objectif de réduction de la consommation d'ENAF compatible avec le SCoT nouvellement modifié.

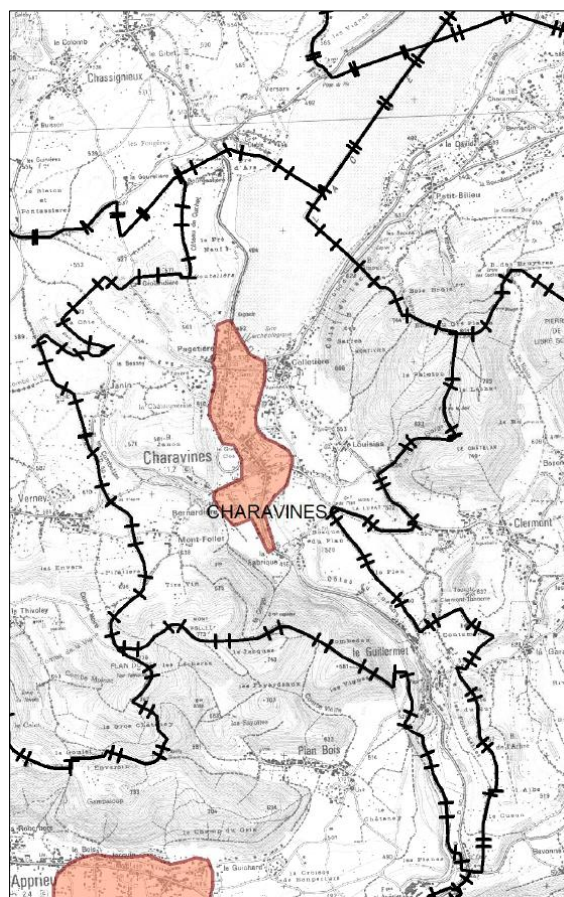
Le PLU en projet de Charavines anticipe cette étape en prévoyant une consommation d'ENAF d'environ 1,6 hectares sur la période 2021-2036. Les chiffres indiqués marquent ainsi une réduction de 71% de la consommation d'ENAF sur la période 2021-2036 par rapport à la période de référence 2011-2021.

#### **D. Intensifier l'usage de l'espace au moyen d'une localisation prioritaire de l'offre nouvelle de logements et d'une optimisation de l'occupation des espaces économiques**

Afin de concourir à la réduction des dynamiques de consommation d'espace et de maîtriser les besoins en déplacements, le SCoT demande aux documents d'urbanisme locaux de localiser en priorité le développement futur dans les espaces les mieux équipés et desservis, appelés « **espaces préférentiels du développement** » dans le SCoT. Situés à l'intérieur des espaces potentiels de développement (voir section E), ces espaces doivent accueillir la plus grande partie du développement futur de l'habitat, ainsi que des commerces, services, équipements et activités économiques compatibles avec la proximité de l'habitat.

Ces espaces ont été délimités pour les villes-centres, les pôles principaux et pôles d'appui dans la carte du SCoT « Espaces préférentiels du développement » (voir ci-contre). Pour les pôles d'appui tels que Charavines, il est attendu qu'au moins la moitié de l'offre nouvelle de logements soit accueillie au sein de ces espaces préférentiels de développement.

D'après le rapport de présentation (diagnostic, p. 194), les nouveaux logements se localiseront dans l'espace préférentiel de développement dans une proportion établie entre 57% (avant rétention foncière) et 59% (après rétention foncière). Elle est donc supérieure au ratio de 50% minimum fixé par le SCoT. Les projets en cours et les OAP sectorielles du PLU, comportant pour chacun d'eux un programme de construction de logements, se situent à l'intérieur de l'espace préférentiel de développement du SCoT. Le PLU arrêté est compatible avec cette orientation du SCoT.



*Carte du DOO du SCoT (détail) exposant les espaces préférentiels de développement sur la commune de Charavines*

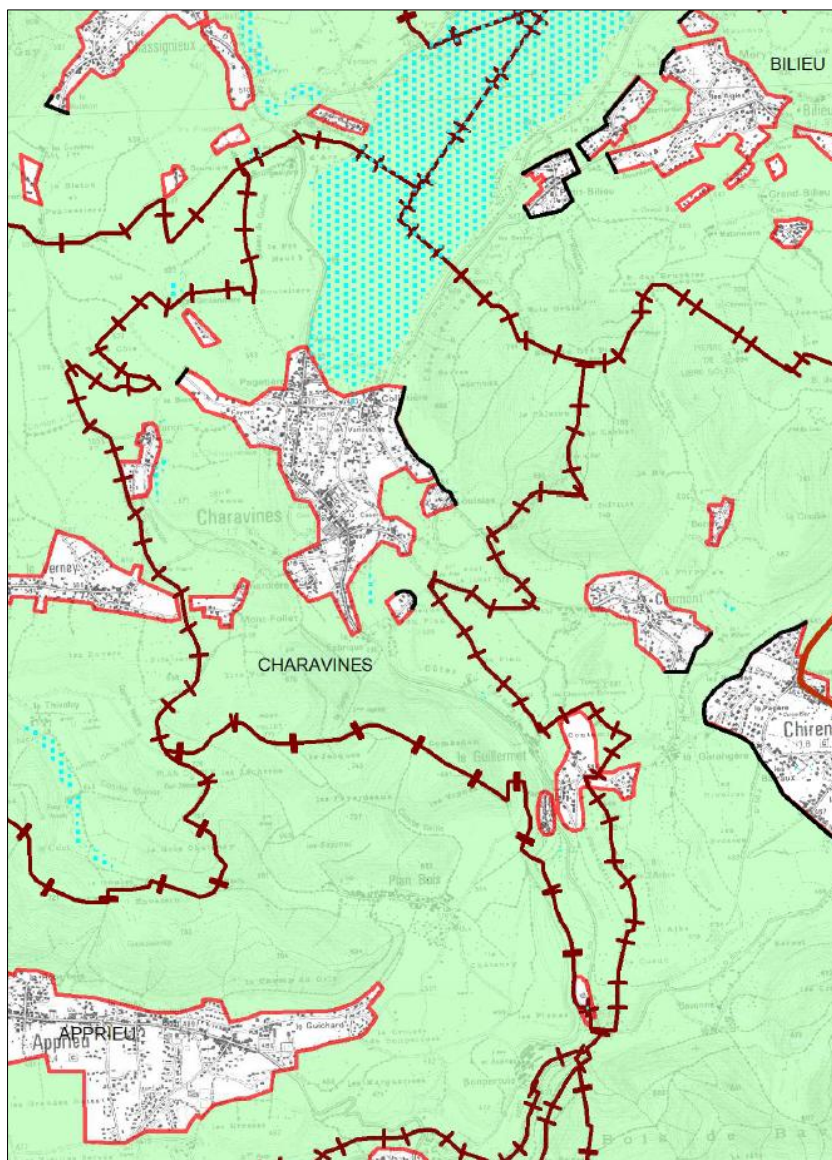
Le PLU arrêté de Charavines inscrit à travers son règlement graphique 4 zones dédiées aux activités industrielles et artisanales (UI), pour un total d'environ 7,3 ha. Ces surfaces étant déjà investies, l'enjeu réside, ainsi qu'établi à travers le PADD, dans les capacités de pérennité et de développement des activités artisanales et industrielles sur les sites existants. Le règlement du PLU projeté réglemente en zone « UI » la hauteur maximale des bâtiments à 12 m, hors tout, étant admises toutefois quelques exceptions. Dans un contexte de raréfaction du foncier économique, et en vertu du principe d'optimisation de l'occupation des espaces économiques inscrit au DOO du SCoT, cette hauteur maximale pourrait avantageusement être augmentée sur les deux zones « UI » localisées au sud du territoire communal, cela dans une optique de plus grande mutabilité de ces espaces à terme.



## E. Assurer la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers

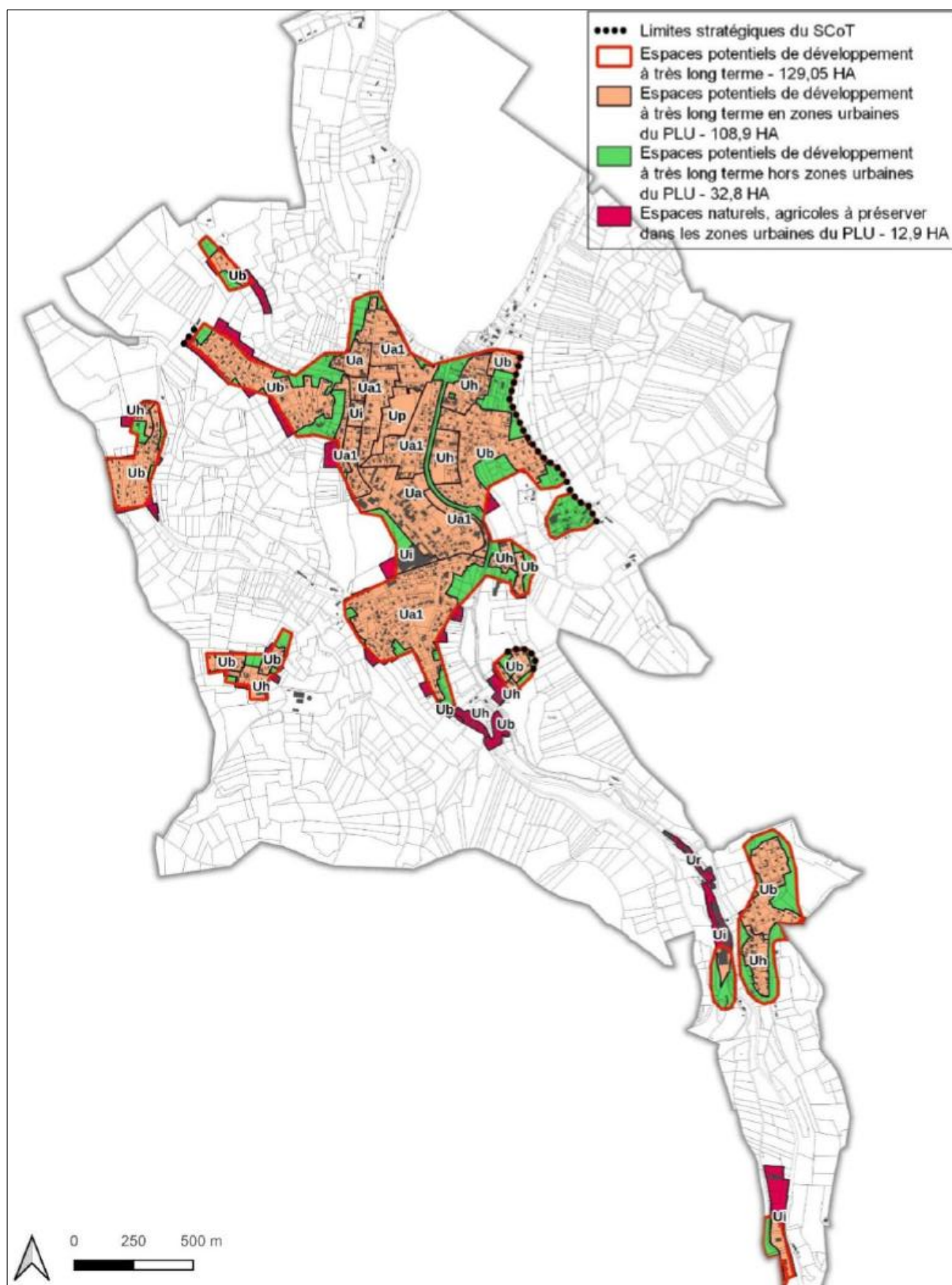
La stratégie du SCoT consiste à organiser le développement du territoire à partir des ressources qui le composent. Dans cette perspective, le SCoT a identifié les espaces agricoles, naturels et forestiers à préserver sur le long terme. Des limites à l'urbanisation ont été cartographiées de manière à protéger le potentiel agronomique ou paysager de la région grenobloise. Les poches définies « en creux », par ces limites, représentent les **espaces potentiels de développement** à long terme.

Sur la commune de Charavines, le SCoT présente (voir carte ci-contre) trois **limites dites stratégiques** (*linéaires noirs*) qui, une fois inscrites dans le PLU, deviennent pérennes à très long terme. Par ailleurs, un certain nombre d'espaces urbanisés se voient limités par des **limites dites de principe** (*contours rouges*), qui peuvent être amenées à évoluer dans le temps, à superficie constante. Le SCoT préconise de localiser ces limites à l'échelle parcellaire, de les qualifier et de les matérialiser à l'aide d'éléments physiques existants ou à créer. L'objectif est de mettre en évidence la « marge » restante, entre la tache urbaine actuelle et les limites à l'urbanisation. La matérialisation dans le PLU permet de donner une épaisseur spatiale à ces limites pour indiquer clairement les espaces potentiellement urbanisables à court et moyen termes, et les espaces qui ont vocation à rester protégés sur le long terme.



Carte (détail) des limites pour la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (SCoT 2012, DOO).

Le règlement graphique établit pour l'avenir un développement urbain essentiellement contenu dans l'espace potentiel de développement. Les limites dites stratégiques du SCoT sont respectées. L'enveloppe urbanisée et urbanisable respecte le principe de superficie constante de l'espace potentiel de développement (voir carte ci-dessous).



Carte faisant état des espaces consommés au-delà des limites de principe pour la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers, puis des capacités restantes au sein de l'espace potentiel de développement sur la commune de Charavines. (PLU en projet, RP, Justification des choix, p. 27).



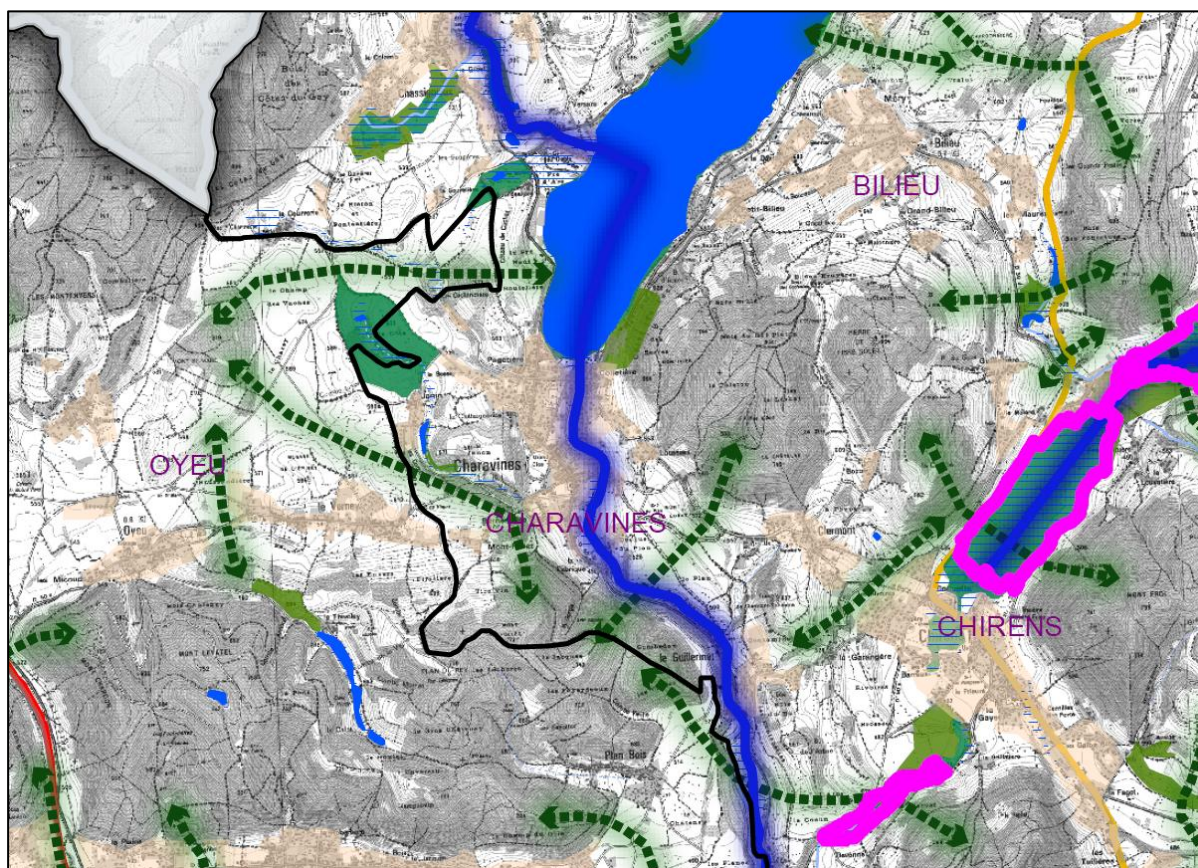
## F. Appréhender les enjeux de biodiversité et structurer le territoire par la trame verte et bleue

La carte de la trame verte et bleue (TVB) définie dans le SCoT comprend notamment :

- des **réservoirs de biodiversité** comportant les espaces naturels importants pour la préservation de la biodiversité du territoire, sachant que sont distingués :
  - les réservoirs de biodiversité : sites naturels reconnus par un statut de protection, de gestion ou d'inventaire au regard de leurs richesses floristiques et/ou faunistiques ;
  - les réservoirs de biodiversité complémentaires : espaces de vigilance à préserver au regard des enjeux de biodiversité identifiés par des expertises en inventaires locaux.
- des **corridors écologiques** : espaces naturels à préserver, voire à remettre en bon état, pour assurer et garantir la fonctionnalité écologique du territoire.
- des **continuités aquatiques** : réseau écologique et paysager – constitué de cours d'eau ou tronçons hydrographiques reconnus comme réservoirs de biodiversité et intégrant les zones humides adjacentes ou en dépendant – pour lequel sont fixés des objectifs de remise en bon état des dégradations et/ou ruptures de continuités écologiques amont-aval et transversales, ainsi que de maintien des corridors rivulaires.

La commune, dans la démarche de révision de son PLU, doit à minima s'assurer que :

- soit précisée, grâce à un travail à l'échelle locale, et délimitée à l'échelle parcellaire chaque composante de la trame verte et bleue du SCoT dans le document graphique ;
- soient traduits de manière adaptée les enjeux de biodiversité dans le règlement écrit, cela notamment en vue de préserver, renforcer et/ou remettre en bon état la fonctionnalité écologique des composantes de la trame verte et bleue ;

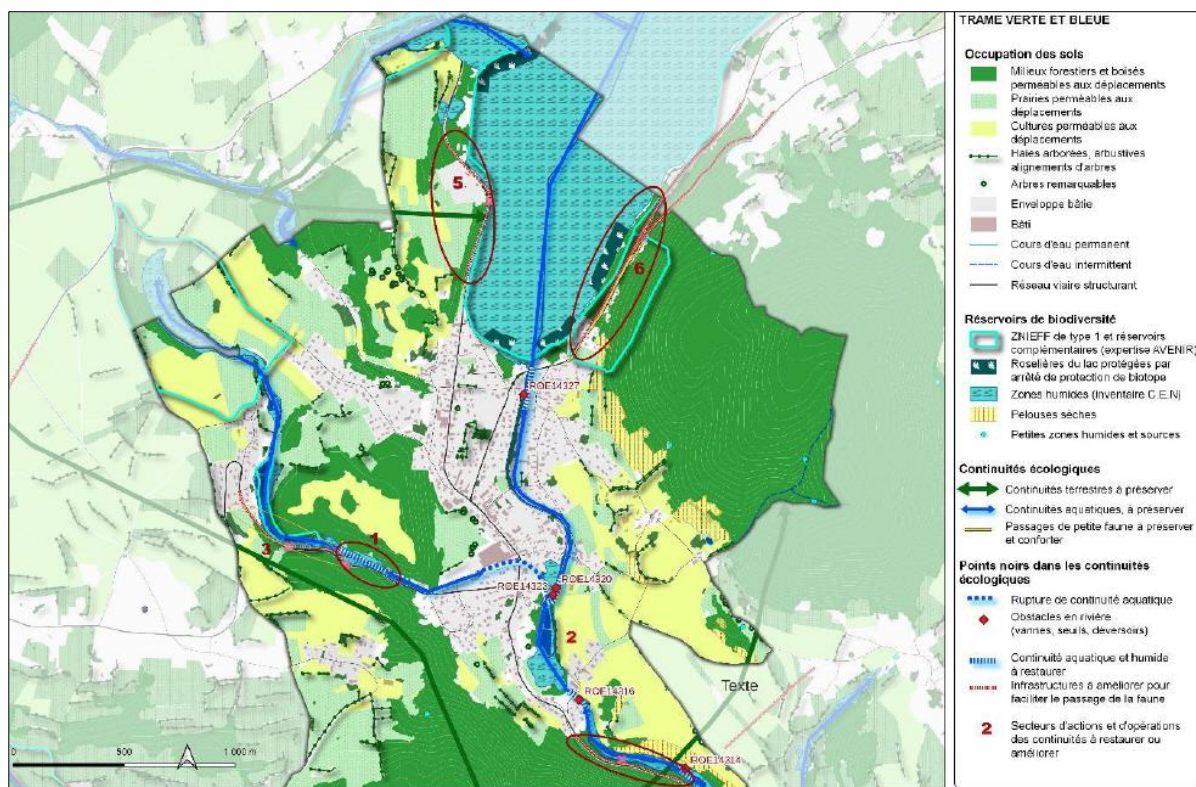


Carte (détail) de la trame verte et bleue du SCoT, celle-ci étant structurée pour sa composante terrestre autour de réservoirs de biodiversité principaux (*aplats vert pin*) et complémentaires (*aplats vert olive*) ainsi que de corridors écologiques (*flèches bidirectionnelles vertes*) et pour sa composante aquatique autour de réservoirs de biodiversité (*surfaces et linéaires épaissis bleus*) ainsi que de zones humides (*tramés horizontaux bleus*).

Le PLU arrêté de Charavines décline les composantes de la trame verte et bleue du SCoT, avec notamment le classement respectivement en « Az » et « Nz » des réservoirs de biodiversité principaux et complémentaires ainsi que l'identification de continuités écologiques terrestres, de pelouses sèches ou encore de zones humides à préserver, voire restaurer, au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme. La constructibilité sur ces secteurs se voit encadrée au règlement écrit sur ces différents milieux d'intérêt faunistique et floristique.

Il convient de relever le travail opéré dans le cadre de l'OAP « Mise en valeur des continuités écologiques » (voire carte ci-dessous), avec notamment l'identification d'enjeux et de préconisations localisées, par exemple en matière de continuité aquatique et humide, en particulier le long de la Fure, constituant un réservoir de biodiversité de la trame bleue du SCoT.

Les éléments de règlement inscrits dans le PLU arrêté en vue de préserver la trame verte et bleue s'avèrent compatibles avec les dispositions du SCoT. Il est par ailleurs suggéré, afin d'améliorer la lisibilité du règlement graphique et éviter une potentielle confusion avec un classement en « Az », d'ajouter un libellé « Nz » sur la partie terrestre de la zone couvrant, en plus du lac, sa rive orientale (réservoir de biodiversité complémentaire inscrit dans la TVB du SCoT).



Carte recensant les principales actions à initier ou accompagner au titre de l'OAP « Mise en valeur des continuités écologiques » sur la commune (section nord) de Charavines (PLU arrêté, OAP, p. 44)